

L'ordre mondial en péril

Partage international n° 431 - Juillet 2024

Dans une déclaration émise le 29 mai 2024 à São Paulo, The Elders (les Aînés) avertissent que l'absence de leadership politique risque d'entraîner l'effondrement de l'ordre international.

Le monde est au bord du précipice. Les fondements du droit international et de la coopération multilatérale sont sérieusement exposés à un risque d'effondrement en raison des échecs cumulés des dirigeants politiques. Nous vivons l'heure la plus périlleuse depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les Nations unies et d'autres institutions créées pour promouvoir la stabilité et la responsabilité qui découlent de l'Etat de droit sont attaquées. Le climat croissant d'impunité qui règne pour les Etats et les leaders qui ne respectent pas les principes sur lesquels ils ont été fondés, est susceptible de nous conduire à un point de non-retour.

Les principes de la Charte des Nations unies risquent d'être supplantés par un nationalisme agressif et une rivalité entre grandes puissances. Ceci n'est dans l'intérêt à long terme d'aucun Etat, compte tenu des menaces existentielles qui pèsent sur l'humanité et qui ne peuvent être affrontées que par une coopération mondiale dans un cadre de règles convenues.

Le droit international doit être appliqué de façon universelle. Aucun pays n'est au-dessus des lois. Mais la politique de « deux poids, deux mesures » pratiquée par certains Etats, notamment les plus puissants, affaiblit la crédibilité des institutions mondiales chargées de faire respecter l'Etat de droit.

La guerre menée en Ukraine par la Russie reste un acte d'agression envers un Etat souverain et une attaque fondamentale contre la Charte des Nations Unies, avec des ramifications mondiales. Les leaders russes doivent être tenus pour responsables. Nous soutenons les efforts de la Cour pénale internationale (CPI) pour les traduire en justice.

La CPI et la Cour internationale de Justice remplissent toutes deux leur mandat, qui consiste à

demander aux parties du conflit entre Israël et le Hamas de rendre des comptes en vertu du droit international.

Nous nous opposons à toute tentative visant à délégitimer ce travail, ainsi qu'aux menaces de mesures punitives et de sanctions qui pèsent à l'encontre du Procureur de la CPI ou de tout autre responsable public.

L'Etat de droit doit être appliqué en toutes circonstances. La politique de « deux poids, deux mesures » permet aux autocrates de présenter les valeurs universelles des droits humains et du droit international inscrites dans la Charte des Nations unies comme des concepts occidentaux. Elles ne le sont pas. Elles servent les intérêts de tous les pays.

L'effritement de l'ordre international se manifeste par la prolifération de conflits, passés sous silence par les leaders et les médias du monde entier, et qui touchent deux milliards de personnes dans des pays tels que le Myanmar, le Soudan, la République démocratique du Congo et Haïti.

A l'approche de négociations cruciales pour l'avenir du climat et de la biodiversité dans le monde, les pays doivent avoir la certitude que lorsqu'ils concluent des accords entre eux, ces engagements seront mis en œuvre.

Il est temps pour les dirigeants de faire preuve d'honnêteté envers leurs populations. L'imprévisibilité et l'instabilité qui résultent de l'absence de garantie de l'Etat de droit menacent la sécurité de tous les pays. En cette année où se tiennent plusieurs élections, les citoyens ont également la responsabilité de voter judicieusement, en choisissant des leaders qui ont une vision à plus long terme de la protection de leurs intérêts, et en rejetant les populistes qui exploitent les peurs et sèment la division pour obtenir des gains à court terme.

Alors que nous concluons notre réunion au Brésil, nous attendons des dirigeants de ce pays qu'ils saisissent les opportunités offertes par le prochain Sommet du G20 en novembre et la conférence internationale sur le climat (COP30) de 2025, pour travailler avec d'autres pays à la restauration de la crédibilité du système multilatéral et de la confiance qui l'étaye.

Pour éviter le précipice au bord duquel nous nous trouvons, les personnes en position de pouvoir doivent faire preuve d'un leadership à long terme afin de construire un monde meilleur pour les générations actuelles et futures.

Lieu : São Paulo,
Date des faits : 29 mai 2024
Sources : The Elders
Thématiques : [politique](#)
Rubrique : Divers